



3^e trimestre 2019 Un redémarrage de l'activité

Au troisième trimestre 2019, les créations d'emplois salariés repartent à la hausse en Martinique, portées par les secteurs privé et public. L'emploi croît dans les services non marchands, la construction et l'industrie, alors qu'il recule dans l'intérim. Ce dynamisme est en lien avec la forte hausse des créations d'entreprises. Enfin, la fréquentation hôtelière suit une tendance à la baisse par rapport à la même période l'année précédente.

Béatrice Céleste, Floraline Cratère, Marion Lauvaux, Insee

L'emploi public repart à la hausse

En Martinique, les effectifs salariés repartent à la hausse au troisième trimestre 2019 (+ 0,3 %) après une stagnation au trimestre précédent (*figure 1*). Ce trimestre, les créations d'emploi dans le secteur public (+ 0,2 % après - 0,9 %) renforcent la croissance de l'emploi dans le secteur privé (+ 0,3 % après + 0,4 %).

Sur un an, la croissance de l'emploi reste à un niveau élevé (+ 3,2 %). Avec 3 900 emplois supplémentaires en un an, l'effectif salarié s'établit à 124 800 au 3^e trimestre 2019 en Martinique. Ces créations nettes d'emplois sont concentrées davantage dans le secteur privé qui affiche une hausse de 3,9 %, que dans le secteur public où la hausse est de 1,7 %.

En France (hors Mayotte), l'emploi salarié augmente de 0,2 % sur le trimestre et de 1,0 % sur un an. Cette hausse repose essentiellement sur les créations d'emploi dans le secteur privé.

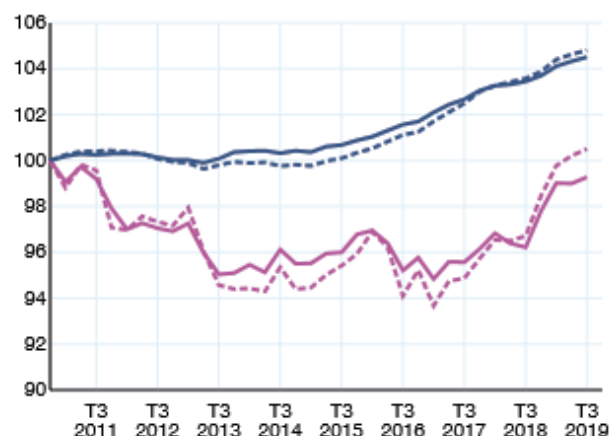
Reprise de l'emploi dans les services non marchands

En Martinique, l'emploi salarié dans le secteur tertiaire non marchand repart à la hausse au troisième trimestre 2019 (+ 0,5 % après - 0,8 % au deuxième trimestre) (*figure 2*). Sur un an, il progresse de 2,4 % : une création d'emploi sur trois

1 Évolution de l'emploi salarié

- Emploi salarié total - Martinique
- Emploi salarié total - France hors Mayotte
- Emploi salarié privé - Martinique
- Emploi salarié privé - France hors Mayotte

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

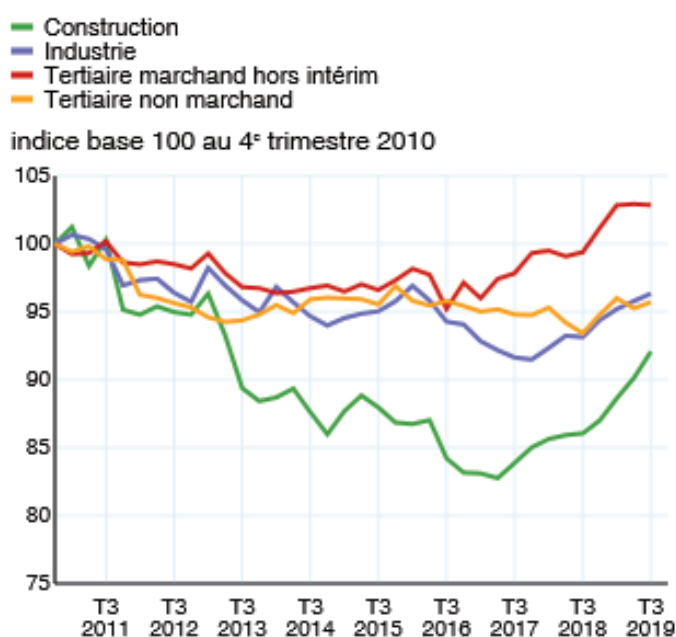
concerne ce secteur. Ainsi, au troisième trimestre 2019, les services non marchands regroupent 40 % des effectifs salariés en Martinique soit 49 700 emplois.

Dans la construction, l'emploi salarié est en progression de +2,2 % au troisième trimestre 2019, en hausse continue depuis deux ans. Cette hausse contribue aux bons résultats de ce secteur sur un an (+7,0 %). Fin septembre 2019, l'effectif salarié dans la construction s'établit à 6 100, retrouvant ainsi les niveaux de 2013.

Dans l'industrie martiniquaise, l'emploi croît au troisième trimestre au même rythme que le trimestre précédent (+0,6 %). La croissance sur un an reste à un niveau élevé (+3,5 %). Ce secteur regroupe 8 500 emplois salariés au troisième trimestre 2019.

Dans le secteur tertiaire marchand (hors intérim), l'emploi se replie au troisième trimestre 2019 (-0,1 % après +0,1 %). Sur un an, les effectifs salariés restent en hausse (+3,5 %) et se maintiennent à un niveau élevé avec 54 000 emplois fin septembre 2019.

2 Évolution de l'emploi salarié par secteur



Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

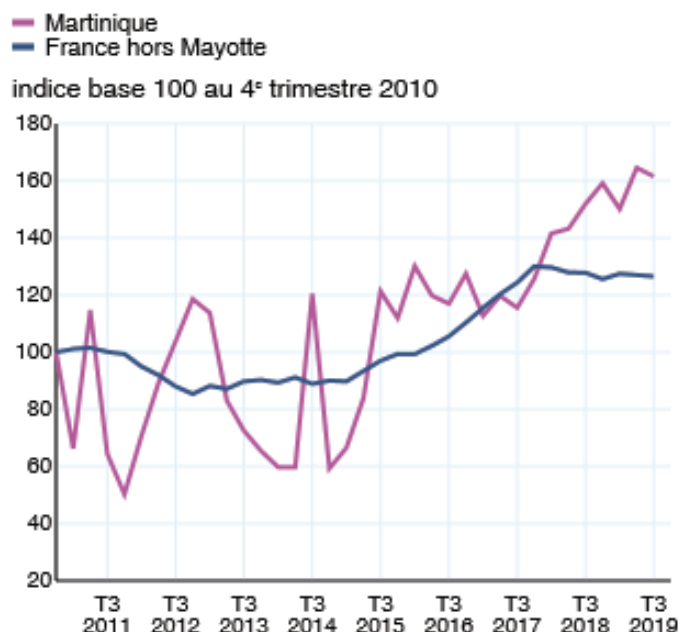
Avertissement - Emploi

L'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données. Par ailleurs, depuis le premier trimestre 2017, les données sont établies en coproduction avec l'Acooss (champ hors intérim) et la Dares (sur l'intérim). Néanmoins, les niveaux de l'emploi du secteur « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee peuvent différer du fait d'écarts de champ et de concept, et de légères différences exister sur les taux d'évolution.

Baisse du recours à l'intérim

En Martinique, le secteur intérimaire se contracte au troisième trimestre 2019 : -1,8 % après une hausse exceptionnelle de 9,6 % au deuxième trimestre. Le recours à l'intérim reste en hausse sur un an (+6,3 %). Au 30 septembre 2019, le secteur compte 2 050 contrats d'intérim (figure 3).

3 Évolution de l'emploi intérimaire



Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

Malgré cette baisse, l'intérim se maintient à un niveau historiquement haut : le nombre de contrats intérimaires a plus que doublé depuis fin 2011.

En France (hors Mayotte), l'emploi intérimaire recule de 0,4 % au troisième trimestre 2019, tout comme au deuxième trimestre. Sur un an, le nombre de contrats d'intérim est également en baisse (-1,0 %).

Progression de l'emploi salarié en Guadeloupe et en Guyane

En Guadeloupe, l'emploi salarié progresse au troisième trimestre 2019 (+0,2 %) (figure 4). Les effectifs salariés progressent dans la construction (+2,5 %), dans le secteur tertiaire marchand hors intérim (+1,4 %) et dans l'industrie (+0,9 %). Cette hausse est modérée par les suppressions d'emploi dans le secteur de l'intérim (-10,1 %) et les services non marchands (-0,7 %). Au troisième trimestre 2019, l'effectif salarié s'établit à 121 000 en Guadeloupe.

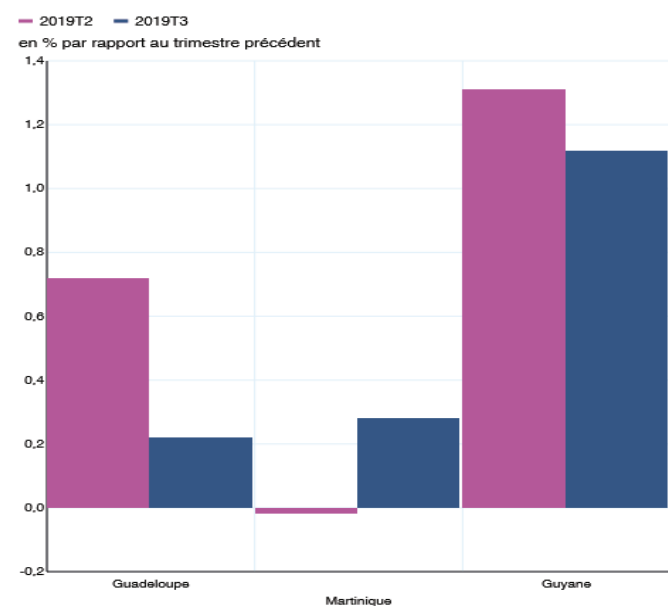
En Guyane, l'emploi salarié augmente de 1,1 % au troisième trimestre 2019. Hormis l'intérim, tous les secteurs sont orientés à la hausse. Les effectifs salariés progressent ainsi dans la construction (+3,4 %), dans le secteur tertiaire marchand hors intérim (+1,5 %), dans l'industrie (+1,3 %) et dans les services non marchands (+0,8 %). Le nombre de contrats intérimaires est en baisse de 1,3 %. Au troisième trimestre 2019, l'effectif salarié s'établit à 55 300 en Guyane.

Baisse du nombre de logements autorisés à la construction

À la fin du troisième trimestre, les autorisations de construction de logements sont en repli en Martinique. Entre octobre 2018 et septembre 2019, le nombre de permis de construire délivrés dans la région s'établit à 2 900 logements. Ce cumul sur douze mois est en recul par rapport à celui du trimestre précédent (-9,4 %). Sur un an, le nombre de logements autorisés à la construction diminue moins en France hors Mayotte (-6,1 %).

4 Évolution de l'emploi salarié total par département

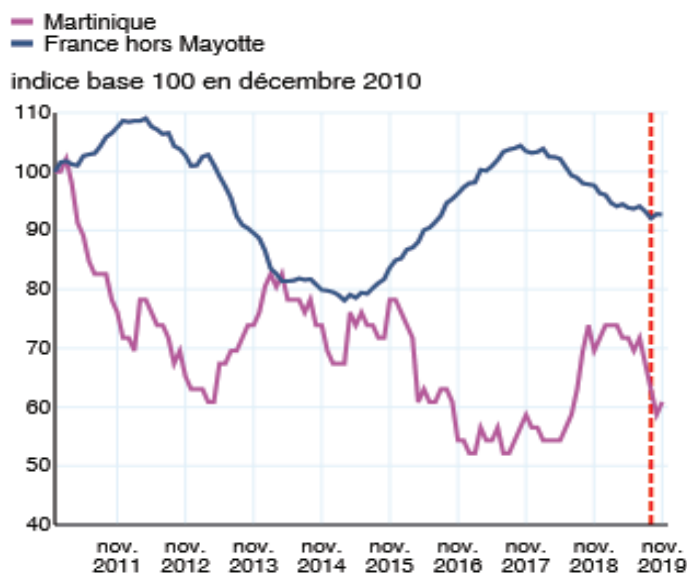
en % par rapport au trimestre précédent)



Notes : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

5 Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Notes : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.

Source : SDES, Sit@del2.

L'activité de mise en chantier de logements résiste au troisième trimestre. D'octobre 2018 à septembre 2019, le nombre de logements commencés est stable par rapport au trimestre précédent. Sur un an, il augmente de 4,5 %, par rapport à la fin du troisième trimestre 2018. Au niveau national, l'encours des logements mis en chantier baisse légèrement ce trimestre (- 0,4 %) et davantage sur un an (- 2,9 %) (figure 5).

Une fréquentation hôtelière en net repli

En Martinique, avec 263 400 nuitées, la fréquentation des hôtels, classés ou non, diminue de 10,0 % au troisième trimestre 2019 par rapport à la même période en 2018 (figure 6). Néanmoins, le nombre

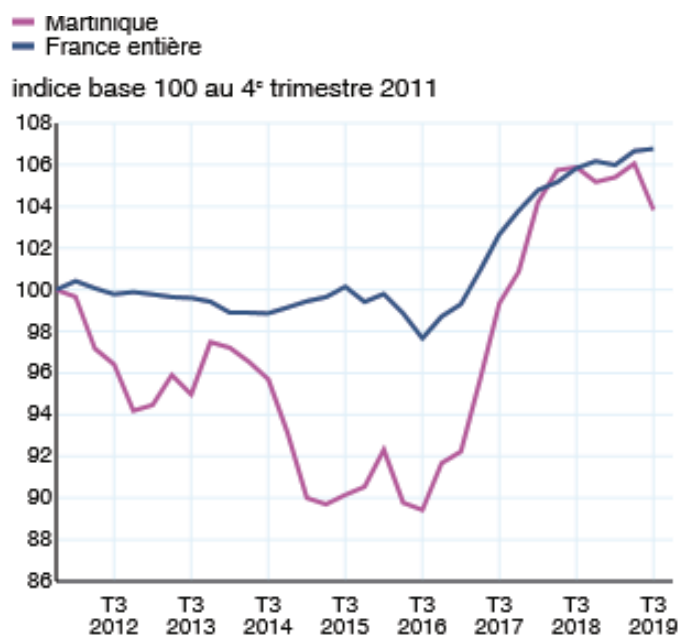
de passagers à l'aéroport (hors transit) augmente de 1,4 % sur la même période. La baisse de fréquentation des hôtels fait suite à une hausse de 2,9 % au second trimestre 2019 et interrompt la hausse continue des années précédentes : 2,0 % en 2018 et 14,0 % en 2017.

Le recul du nombre de nuitées est marqué pour la clientèle ne résidant pas en France (- 13,0 %). La fréquentation des résidents diminue également (- 10,0 %). Cette baisse de la fréquentation des hôtels pourrait être attribuée, en partie, au développement de l'offre d'hébergements sur le territoire (locations saisonnières, plateformes de réservation en ligne, familles...).

Les hôtels d'entrée de gamme (1 ou 2 étoiles) et de moyenne gamme (3 étoiles) sont particulièrement touchés par cette morosité (respectivement - 4,0 % et - 15,3 %). En revanche, les nuitées augmentent de 13,0 % dans les 4 ou 5 étoiles.

L'hôtellerie haut de gamme qui attire traditionnellement la clientèle non résidente en France ou dans les DOM a été délaissée ce trimestre (- 65,0 %) au profit de la clientèle résidente (+ 34,0 %). La clientèle non résidente a privilégié les hôtels d'entrée de gamme et les 3 étoiles. Le taux d'occupation (49,3 %) est en recul de 4,6 points par rapport au troisième trimestre 2018. Sur la période, la légère diminution du nombre de chambres offertes (- 1,5 %) masque des disparités selon le type d'hôtel. Si l'offre a progressé dans les hôtels d'entrée (+ 19,3 %) et de haute gamme (+ 24,0 %), elle diminue dans la catégorie intermédiaire (- 12,0 %).

6 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Note : données trimestrielles brutes. Chaque point représente le cumul des quatre derniers trimestres en base 100 au 4^e trimestre 2010.

Sources : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE.

Avertissement – Révision des séries concernant les hôtels à partir du 1^{er} janvier 2019

À partir du 1^{er} janvier 2019, les données des hôtels non répondants sont imputées au moyen d'une nouvelle méthode, en fonction de leurs caractéristiques. Cette nouvelle méthode d'imputation de la non-réponse tend à revoir légèrement à la baisse le nombre total de nuitées mais n'a pas d'impact sur les évolutions.

La création d'entreprises au plus haut niveau depuis 2010

Au troisième trimestre 2019, 1 020 entreprises ont été créées. Les créations d'entreprises n'ont jamais été aussi nombreuses depuis neuf ans. Elles suivent une tendance haussière depuis le quatrième trimestre 2018 où elles avaient atteint leur niveau le plus bas. Ce trimestre, les immatriculations augmentent de 10,5 % par rapport au trimestre précédent (figure 7). Hors micro-entrepreneurs, la progression est encore plus forte (+ 18,3 %). Le micro-entrepreneuriat est à l'origine d'une création d'entreprise sur trois.

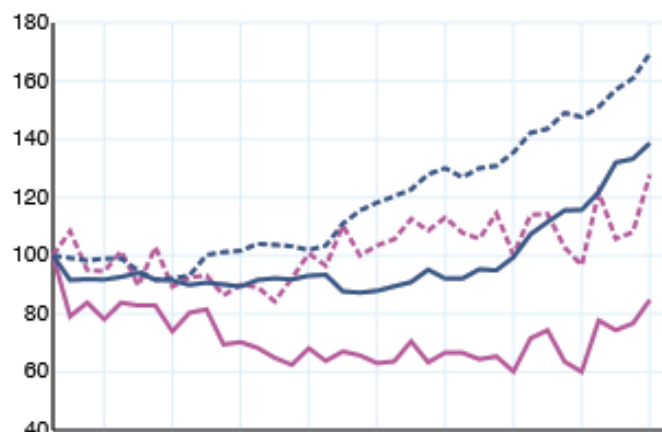
Les immatriculations augmentent dans tous les secteurs d'activités, sauf dans celui du commerce, transport et hébergement-restauration où elles reculent légèrement (- 1,0 %). Les créations dans les secteurs de l'industrie et de la construction augmentent fortement (+ 18,4 % et + 14,5 %). Dans les services, les immatriculations croissent de 16,4 %. Plus de la moitié des entreprises créées appartiennent à ce secteur.

Sur un an, la hausse du nombre de créations d'entreprises est très forte (+ 41,1 %). Il s'agit ici d'un rattrapage consécutif des deuxième et troisième trimestres 2018 où la création était au plus bas. Hors micro-entrepreneurs, la croissance des créations est légèrement moins marquée (+ 32,2 %). L'ensemble des secteurs contribue à cette hausse. Le secteur du commerce, transport et hébergement-restauration augmente de 37,8 %, celui des services de 47,9 %. Le secteur de l'industrie gagne 13,7 % de nouvelles entreprises et celui de la construction 33,8 %. La création martiniquaise est bien plus dynamique que l'évolution nationale pourtant déjà élevée (+ 19,8 %). En Guadeloupe et en Guyane, la création augmente de façon plus modérée : respectivement + 11,1 % et + 7,2 % sur un an. ■

7 Créations d'entreprises

- Martinique hors micro-entrepreneurs
- France entière hors micro-entrepreneurs
- Martinique y compris micro-entrepreneurs
- France entière y compris micro-entrepreneurs

indice base 100 au 4^e trimestre 2010



Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Insee Service Territorial de Martinique
Centre technopole de Kerlys - bâtiment D1
5, rue Saint-Christophe - CS 10641
97262 Fort de France Cedex

Directeur de la publication :
Olivier LÉNA

Rédacteur en chef :
Sylvie BLANC

Rédacteur en chef adjointe :
Maud TANTIN MACHECLER

Mise en page
Blandine GRILLOT

ISSN : 2416-8106
© Insee 2019

Pour en savoir plus

- « Baisse de l'emploi salarié », Insee conjoncture Martinique n°7, octobre 2019. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4231792>
- « Au troisième trimestre 2019, l'emploi salarié augmente de nouveau de 0,2 % », Insee Informations rapides, décembre 2019. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4263863>
- Tableau de bord Conjoncture Martinique : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2122310>
- Statistiques de l'emploi intérimaire : <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/statistiques-de-a-a-z/article/l-emploi-interimaire>
- Statistiques du logement : <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/logement>

Contexte international – La crainte d'un retournement conjoncturel global s'atténue

L'année 2019 aura été marquée par les nombreuses incertitudes qui ont pesé sur la croissance mondiale. Les difficultés du secteur automobile et le ralentissement de l'économie chinoise ont par exemple contribué au ralentissement global. Mais certaines incertitudes qui ont pénalisé jusqu'ici le commerce international semblent se réduire un peu : la perspective d'un Brexit sans accord paraît s'éloigner et les signes d'apaisement dans la guerre commerciale sino-américaine laissent attendre un rebond du commerce mondial. Par ailleurs, les mesures budgétaires contribueraient à soutenir l'activité en zone euro.

Contexte national – La croissance française garde son rythme, portée par la demande intérieure

Au troisième trimestre 2019, la croissance française s'est de nouveau établie à + 0,3 %, portée par l'investissement des entreprises, notamment en services, et par la consommation des ménages, du fait de gains élevés de pouvoir d'achat en début d'année. Le commerce extérieur a quant à lui pesé une nouvelle fois sur la croissance.

D'ici la mi-2020, la croissance française serait comprise entre + 0,2 % et + 0,3 % par trimestre, selon la Note de conjoncture nationale de l'Insee. La consommation des ménages garderait un rythme régulier, l'investissement des entreprises ralentirait tout en restant dynamique, tandis que le commerce extérieur pèserait à nouveau sur l'activité.

En moyenne annuelle, le PIB croîtrait de 1,3 % en 2019 et l'acquis de croissance s'élèverait à + 0,9 % mi-2020. Le chômage poursuivrait sa baisse progressive pour atteindre 8,2 % à l'horizon de prévision.

Définitions

Le régime du **micro-entrepreneur** (anciennement auto-entrepreneur) s'applique aux personnes physiques qui créent, ou possèdent déjà, une entreprise individuelle pour exercer une activité commerciale, artisanale ou libérale (hormis certaines activités exclues), à titre principal ou complémentaire.

Résidents : les personnes, quelle que soit leur nationalité, dont le domicile principal est en France.

Non résidents : les personnes, quelle que soit leur nationalité, dont le domicile principal est à l'étranger.

Méthode

Les emplois intérimaires sont comptabilisés du point de vue de l'établissement de travail temporaire dont dépend le salarié, et non du point de vue de l'établissement utilisateur. Par conséquent, l'intérim est comptabilisé dans le secteur tertiaire marchand, quel que soit le secteur d'activité de l'établissement utilisateur.

